



PROJET DE CONVENTION D'ABONDEMENT AU FONDS DE PRÊTS AU TITRE DE L'ANNÉE 2020

PROJET vu pour être annexé à la décision du Bureau 2020-063 DB
du 24 septembre 2020, le Président, Maire de la Ville de Saumur

ENTRE

Jackie GOULET



LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE,

Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre,

Enregistrée sous le numéro SIREN 200 071 876, dont le siège est 11 rue du Maréchal Leclerc
à SAUMUR (49400), représenté par son Vice-Président, Monsieur Grégory PIERRE, et
autorisé à signer la présente convention par décision n° 2020-.....-DB du Bureau
Communautaire en date du 24 septembre 2020

Ci-après dénommée « SAUMUR VAL DE LOIRE »,

D'une part,

ET

INITIATIVE ANJOU,

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901,

Membre d'Initiative France, enregistrée sous le numéro W491008296 et publiée au Journal officiel le
11 janvier 1989, dont le siège social est à ANGERS (49000), 122 rue du Château d'Orgemont,
Immeuble @robase 1, représentée par son Président Monsieur Jacky CHARRUAULT,

Ci-après dénommée « INITIATIVE ANJOU »,

D'autre part,

VISAS

- Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et notamment ses articles 107 et 108 ;
- Vu le règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis – JOUE 24/12/2013 L 352-1 ;
- Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 1511-7, L. 1611-4 et L. 4221-1 et suivants et R 1511-1 et suivants ;
- Vu la loi n° 2000-321 en date du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10 ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la délibération du Conseil régional des Pays de la Loire en date des 14 et 15 décembre 2016 approuvant le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation ;
- Vu la convention de partenariat en faveurs des Réseaux d'accompagnement à la création-reprise d'entreprise entre la Région des Pays de la Loire et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au titre de l'année 2020 ;
- Vu la convention de partenariat entre INITIATIVE ANJOU et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;
- Vu la délibération n° 2016/089 DC du Conseil Communautaire du 20 octobre 2016 approuvant les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saumur Val de Loire,
- Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 actant les statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire,
- Vu la délibération de la Commission Permanente de la Région des Pays de la Loire en date du 29 mai 2020,
- Vu les statuts d'INITIATIVE ANJOU en date du 19 juin 2018 ;
- Vu l'Assemblée générale d'Initiative Anjou en date du 26 juin 2020 ;
- Vu la délibération du Bureau communautaire de Saumur Val de Loire en date du 24 septembre 2020 approuvant la présente convention et autorisant le Président à la signer.

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, SAUMUR VAL DE LOIRE exerce la compétence *Développement Économique* sur son territoire. A ce titre, la Communauté d'Agglomération entend dynamiser son économie locale en favorisant la création, la reprise et le développement d'entreprise.

INITIATIVE ANJOU participe quant à elle au développement économique local du Maine-et-Loire en décelant et favorisant l'initiative créatrice d'emplois, d'activités, de biens ou services nouveaux par l'appui à la création, à la reprise ou au développement d'une PME ou TPE. Elle apporte ainsi son soutien financier par l'octroi d'un prêt personnel sans garantie ni intérêt ou par une avance remboursable à la personne morale. Les porteurs de projet peuvent bénéficier d'un accompagnement, sous forme de parrainage et/ou de suivi technique réalisé gracieusement. L'Association contribue également à la mobilisation d'autres dispositifs aux entreprises du territoire.

Partenaire d'INITIATIVE ANJOU depuis sa création, SAUMUR VAL DE LOIRE participe à la mise en œuvre de l'action de l'Association, sur son territoire. A ce titre, une convention de partenariat a été conclue entre les deux parties.

SAUMUR VAL DE LOIRE participe aussi au financement d'INITIATIVE ANJOU au titre de son budget de fonctionnement et du fonds de prêts.

Le fonds de prêts TPE dédié au territoire de SAUMUR VAL DE LOIRE fait apparaître au 31 août 2020 un solde de 103 791,35 €, ce qui nécessite, au regard de l'activité sur le territoire, un abondement de la part de SAUMUR VAL DE LOIRE.

La présente convention précise les modalités de l'intervention financière de SAUMUR VAL DE LOIRE au titre du financement du fonds de prêts TPE dédié au territoire.

CECI ÉTANT EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

INITIATIVE ANJOU a pour objet de déceler et de favoriser toute initiative visant à dynamiser le tissu local et à créer de l'emploi par la création, la reprise ou la croissance d'entreprises à travers les dispositifs de prêts d'honneur ou d'avance remboursable.

En concertation avec SAUMUR VAL DE LOIRE, et dans le cadre du partenariat entre les parties, SAUMUR VAL DE LOIRE apporte à INITIATIVE ANJOU une contribution financière lui permettant de financer l'octroi de prêts d'honneur sur son territoire.

La présente convention définit les obligations des parties relatives à cette contribution financière. Les objectifs chiffrés sont détaillés dans le tableau de prospective joint en annexe de la convention.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties pour se terminer avec le versement de l'abondement.

ARTICLE 3 – ABONDEMENTS


Article 3.1 - Montant de l'abondement de SAUMUR VAL DE LOIRE

SAUMUR VAL DE LOIRE verse à INITIATIVE ANJOU la somme de 25 000 € (VINGT-CINQ MILLE EUROS) au titre de l'année 2020. Cet abondement sera affecté au fonds de prêts INITIATIVE ANJOU, dédié aux TPE sur le territoire de SAUMUR VAL DE LOIRE.

Article 3.2 – Modalités de versement

La contribution financière de SAUMUR VAL DE LOIRE sera versée à la signature de la convention et au plus tard le 31 décembre 2020.

Le versement est réalisé par SAUMUR VAL DE LOIRE par virement sur le compte bancaire ouvert au Crédit mutuel, agence Angers Saint Laud au nom d'INITIATIVE ANJOU, sous les références suivantes :

 RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE						
Identifiant national de compte bancaire - RIB						
Banque	Guichet	N° compte	Clé	Devise		
10278	39405	00020570801	75	EUR	CM ANGERS SAINT LAUD	
Identifiant international de compte bancaire						
IBAN (International Bank Account Number)						
FR76	1027	8394	0500	0205	7080	175
BIC (Bank Identifier Code) CMCIFR2A						
Domiciliation CM ANGERS SAINT LAUD 6 PLACE DE LA VISITATION 49100 ANGERS Tél : 02-41-21-49-49				Titulaire du compte (Account Owner) INITIATIVE ANJOU 7 ESPLANADE DE LA GARE BP 71011 49010 ANGERS CEDEX 01		
Remettez ce relevé à tout organisme ayant besoin de connaître vos références bancaires pour la domiciliation de vos virements ou de prélèvements à votre compte. Vous éviterez ainsi des erreurs ou des retards d'exécution.				PARTIE RÉSERVÉE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ		

Article 3.3 – Abondement complémentaire d’INITIATIVE ANJOU

En vertu de la résolution n° 3 de l’Assemblée générale de l’Association du 17 juin 2008, repris dans le traité de fusion du 25 novembre 2011, les abondements réalisés par les Établissement Publics de Coopération Intercommunale peuvent être complétés d’une somme de même montant prise sur le fonds de prêts départemental INITIATIVE ANJOU, sur demande des territoires.

Ainsi, conformément à la résolution précitée, INITIATIVE ANJOU s’engage à verser une somme de montant identique à l’abondement réalisé par SAUMUR VAL DE LOIRE sur le fonds de prêts dédié au territoire. Le versement interviendra postérieurement au versement réalisé par SAUMUR VAL DE LOIRE.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D’UTILISATION DU FONDS DE PRÊTS

INITIATIVE ANJOU s’engage à utiliser les fonds versés au titre de l’abondement conformément aux objectifs et aux modalités définis par ses membres.

INITIATIVE ANJOU s’engage à vérifier que les prêts d’honneur qu’il octroie comportent impérativement les caractéristiques (nature des prêts, bénéficiaires, montant minimum et maximum par bénéficiaire et par projet, durée, différé) dans le respect de la norme NF-X 50-771 et de son règlement intérieur.

INITIATIVE ANJOU s’engage à procéder aux contrôles nécessaires de nature à vérifier que les porteurs de projet de création-reprise bénéficiaires de l’accompagnement individualisé subventionné par l’ECPI respectent le plafond des aides de minimis, notamment en sollicitant de chaque entreprise une déclaration relative aux autres aides de minimis reçues au cours des deux précédents exercices fiscaux et de l’exercice fiscal en cours (règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l’application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne aux aides de minimis - JOUE 24/12/2013 L 352/1).

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE CONTRÔLE DE L’UTILISATION DE LA SUBVENTION

INITIATIVE ANJOU s’engage à fournir à SAUMUR VAL DE LOIRE une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l’exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité. Ces documents seront remis à l’issue de l’Assemblée générale ordinaire de l’Association INITIATIVE ANJOU ou sur demande de SAUMUR VAL DE LOIRE.

INITIATIVE ANJOU s’engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur. INITIATIVE ANJOU s’engage dans ce cadre à comptabiliser dans un compte spécifique les dotations respectives du fonds de prêts et toutes les opérations liées à la gestion de ces prêts sous le contrôle annuel d’un Commissaire aux Comptes.

SAUMUR VAL DE LOIRE peut procéder à tout contrôle ou investigation qu’elle juge utile, directement ou par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s’assurer du respect des engagements par INITIATIVE ANJOU. SAUMUR VAL DE LOIRE se réserve le droit d’exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen de l’ensemble des pièces justificatives relatives au coût de l’action subventionnée. INITIATIVE ANJOU s’engage, pour l’exécution de l’article précédent, à donner au personnel de SAUMUR VAL DE LOIRE ainsi qu’aux personnes mandatées par elle un droit d’accès approprié aux sites, locaux ou siège de l’organisme bénéficiaire.

ARTICLE 6 – ÉVALUATION

Les parties entretiendront des échanges réguliers sur leurs actions menées sur le territoire. Elles veilleront à l'évolution de l'activité sur le territoire de SAUMUR VAL DE LOIRE et à anticiper tout besoin d'abondement au fonds de prêts. Une réunion annuelle pourra se tenir entre les partenaires.

ARTICLE 7 – COMMUNICATION

INITIATIVE ANJOU s'engage, à mentionner le soutien financier de SAUMUR VAL DE LOIRE sur ses documents et publications officiels de communication en faisant figurer le logo, et en respectant la charte graphique de SAUMUR VAL DE LOIRE, notamment pour toute opération se déroulant sur son territoire.

INITIATIVE ANJOU s'engage également à faire mention du soutien de SAUMUR VAL DE LOIRE dans ses rapports avec les médias.

SAUMUR VAL DE LOIRE devra être informé par INITIATIVE ANJOU de toute initiative médiatique relative à cet abondement. Cette obligation d'information prendra la forme d'un courrier officiel adressé dans un délai raisonnable au Président de SAUMUR VAL DE LOIRE l'invitant à participer aux opérations médiatiques initiées par INITIATIVE ANJOU sur son territoire.

ARTICLE 8 – CONDITIONS ET MODALITÉS DE REVERSEMENT

INITIATIVE ANJOU s'engage à reverser les sommes perçues dans les cas suivants :

- Abandon, en cours d'année, de l'activité de prêts d'honneur ou exercice d'une activité de prêt non conforme à l'objet actuel d'INITIATIVE ANJOU,
- Résiliation de la convention prévue à l'article 10.

Si l'un de ces cas se produit, le reversement de la contribution financière s'effectuera dans les conditions ci-après :

- Immédiatement pour le montant de la contribution financière qui ne fait pas l'objet d'une utilisation,
- Au fur et à mesure du remboursement du prêt d'honneur par le créateur (selon l'échéancier de remboursement des prêts),

Toutefois, en application de l'article R.1511-3 du code général des collectivités territoriales, en cas de non-respect des dispositions de la présente convention par INITIATIVE ANJOU, le reversement de la contribution financière communautaire devra avoir lieu dans le délai maximal d'un an suivant la constatation du non-respect de la convention.

En cas de restitution de la dotation, le montant du reversement sera diminué des frais de gestion mobilisés par INITIATIVE ANJOU et sinistres constatés à la date à laquelle l'abondement sera reversé.

Il est expressément entendu, dans cette perspective :

- D'une part, que ne pourront être comptabilisées en tant que sinistres que les créances pour les prêts d'honneur définitivement irrécouvrables après mise en jeu des garanties,
- D'autre part, que l'imputation de tout sinistre sur le montant du reversement ne pourra s'exercer qu'à concurrence de la quote-part représentée par le montant de l'abondement objet de la présente convention, rapporté au montant global du fonds de prêts à la date du sinistre concerné.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des termes de la présente convention, y compris de ses annexes, doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

ARTICLE 10 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les litiges seront portés devant le tribunal compétent.

ARTICLE 12 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles régissant la convention sont :

- La présente convention,
- Les annexes.

Fait à Angers,

Le

En 4 exemplaires originaux,

Pour la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire

Pour INITIATIVE ANJOU

Le Vice-Président,
Grégory PIERRE

Le Président,
Jacky CHARRUAULT

ANNEXES

Annexe 1 :	Budget de fonctionnement d'INITIATIVE ANJOU
Annexe 2 :	Bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices clos
Annexe 3 :	Rapport d'activité
Annexe 4 :	Document prévisionnel sur l'utilisation des fonds (Tableau de prospective)
Annexe 5 :	Montant et origine de l'ensemble des aides publiques

ANNEXE 1 à la convention annexée
à la décision du Bureau 2020-063 DB
du 24 septembre 2020

Budget 2020 et 2021

Le Président de la CA Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie Goulet
Jackie GOULET

FONCTIONNEMENT	Exercice 2019	Budget 2020	Budget 2021
PRODUITS			
Subvention Région	100 000 €	100 500 €	120 000 €
Subvention Département	0 €	0 €	0 €
Cotisations Territoires	125 000 €	125 000 €	125 000 €
Cotisations Entreprises	60 500 €	70 000 €	130 000 €
Produits Financiers	34 308 €	28 000 €	20 000 €
Autres produits	19 241 €	21 500 €	3 000 €
TOTAL PRODUITS	339 049 €	345 000 €	398 000 €
CHARGES			
Achats	7 017 €	5 000 €	5 000 €
Services extérieurs	59 181 €	60 000 €	64 000 €
Autres services extérieurs	86 608 €	70 000 €	72 000 €
Impôts, taxes et versements assimilés	2 415 €	4 000 €	4 000 €
Charges de personnel	185 065 €	195 000 €	240 000 €
Autres charges	174 €	1 000 €	1 000 €
Dotations amortissements	6 862 €	10 000 €	12 000 €
TOTAL CHARGES	347 322 €	345 000 €	398 000 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	-8 273 €	0 €	0 €



Annexe 2 à la convention annexée

à la décision n° 2020-063 DB

du Bureau du 24 septembre 2020

Le Président de la CA Saumur Val de Loire

Maire de la Ville de Saumur



AUDIT COMMISSARIAT AUX COMPTES

ÉVALUER
RASSURER
RECOMMANDER
PÉRENNISER



ASSOCIATION INITIATIVE ANJOU

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901
122 rue du Château d'Orgemont
Immeuble Arobase 1
49000 ANGERS

ALTONEO AUDIT

Siège social :

143 rue de Paris – CS 92107 - 53063 LAVAL Cedex 9
499 885 333 RCS LAVAL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

ASSOCIATION INITIATIVE ANJOU
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INITIATIVE ANJOU relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 28 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne les différentes subventions octroyées.

Nous nous sommes également assurés, par sondages, du respect des procédures de suivi des contrats de prêts depuis l'octroi de ceux-ci jusqu'à la gestion de leur recouvrement et l'analyse des risques potentiels en conformité avec les procédures Initiative France, étant observé que les créances sur les bénéficiaires de prêts ayant recours à un mandataire ad'hoc ne font pas l'objet de provision pour risque spécifique.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles

puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Angers, le 3 juin 2020

Le Commissaire aux comptes

ALTONEO AUDIT


Philippe HUET

Associé

BILAN

COMPTE DE RESULTAT

SYNTHÉTIQUES

BILAN

Exercice clos le : 31/12/2019

ACTIF	31/12/2019			31/12/2018
	Montant brut	Amort/prov	Montant net	Montant net
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53 152 €	24 983 €	28 170 €	29 431 €
ACTIONS ET TITRES	85 €	0 €	85 €	85 €
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 574 530 €	521 125 €	5 053 405 €	4 229 758 €
- PME Création/Reprise	1 467 034 €	176 087 €	1 290 947 €	1 041 934 €
- TPE Création/Reprise/Croissance	3 187 827 €	287 971 €	2 899 857 €	2 440 325 €
- PME Développement	919 669 €	57 067 €	862 602 €	747 499 €
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	2 986 €		2 986 €	2 986 €
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	5 630 754 €	546 108 €	5 084 646 €	4 262 261 €
FONDS, PRODUITS A RECEVOIR et CCA			350 815 €	424 938 €
COMPTES LIVRETS			678 273 €	175 520 €
COMPTES COURANTS			163 330 €	196 827 €
COMPTES A TERMES			1 167 091 €	1 429 494 €
TOTAL ACTIF CIRCULANT			2 359 509 €	2 226 779 €
TOTAL GENERAL ACTIF			7 444 155 €	6 489 039 €

PASSIF		31/12/2019	31/12/2018
		Montant net	Montant net
FONDS ASSOCIATIF		7 302 901 €	6 381 786 €
- Initiative Anjou		537 200 €	128 200 €
- PME Création/Reprise		1 481 275 €	1 482 821 €
- TPE Création/Reprise/Croissance		4 001 617 €	3 638 517 €
- PME Développement		1 282 808 €	1 132 249 €
REPORT A NOUVEAU		69 943 €	65 259 €
RESULTAT DE L'EXERCICE EN INSTANCE D'AFFECTATION		-31 056 €	-45 194 €
Résultat de fonctionnement	-8 273 €		
Résultat lié à la gestion du risque	-22 783 €		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		7 341 787 €	6 401 852 €
DETTES FOURNISSEURS		64 676 €	46 013 €
DETTES FISCALES ET SOCIALES		37 691 €	41 174 €
PRODUITS A REVERSER		0 €	0 €
TOTAL DETTES		102 367 €	87 187 €
TOTAL GENERAL PASSIF		7 444 155 €	6 489 039 €



COMPTE DE RESULTAT

FONCTIONNEMENT	Exercice 2019	Exercice 2018
PRODUITS		
Subvention Région	100 000 €	110 000 €
Subvention Département	0 €	15 000 €
Cotisations Etablissements bancaires	18 500 €	12 200 €
Cotisations Territoires	125 000 €	125 000 €
Cotisations Cabinets d'expertise comptable	24 000 €	17 000 €
Cotisations Cabinets d'avocats	9 000 €	6 000 €
Cotisations Entreprises	9 000 €	0 €
DLA	0 €	3 000 €
Autres produits	53 549 €	24 116 €
TOTAL PRODUITS	339 049 €	312 316 €
CHARGES		
Achats	7 017 €	7 185 €
Services extérieurs	59 181 €	52 425 €
Autres services extérieurs	86 608 €	57 081 €
Impôts, taxes et versements assimilés	2 415 €	3 080 €
Charges de personnel	185 065 €	180 129 €
Autres charges	174 €	1 916 €
Dotations aux amortissements	6 862 €	5 817 €
TOTAL CHARGES	347 322 €	301 815 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	-8 273 €	10 501 €

GESTION DU RISQUE	Exercice 2019	Exercice 2018
Produits Financiers	11 688 €	39 418 €
Reprises sur provisions des créances irrécouvrables	34 935 €	48 880 €
Reprises sur provisions	69 375 €	52 338 €
TOTAL PRODUITS	115 997 €	140 637 €
Charges Financières	20 €	32 520 €
Créances Irrécouvrables	31 284 €	49 352 €
Dotations aux provisions	107 476 €	108 642 €
TOTAL CHARGES	138 781 €	190 514 €
RESULTAT LIE A LA GESTION DU RISQUE	-22 783 €	-49 877 €
<i>Dispositif PME Création/Reprise</i>	<i>-6 525 €</i>	<i>0 €</i>
<i>Dispositif TPE Création/Reprise/Croissance</i>	<i>-14 055 €</i>	<i>-40 180 €</i>
<i>Dispositif PME Développement</i>	<i>-2 203 €</i>	<i>6 669 €</i>

SYNTHESE	Exercice 2019	Exercice 2018
TOTAL PRODUITS DE L'EXERCICE	455 046 €	452 953 €
TOTAL CHARGES DE L'EXERCICE	486 103 €	492 330 €
RESULTAT DE L'EXERCICE	-31 056 €	-39 377 €

BENEVOLAT et MISE A DISPOSITION	Exercice 2019	Exercice 2018
Comités d'agrément	122 400 €	96 100 €
Parrains et Entreprises	37 075 €	48 226 €
Gouvernance	14 400 €	
Territoires	262 664 €	253 504 €
TOTAL BENEVOLAT et MISE A DISPOSITION	436 539 €	397 830 €

BILAN

COMPTE DE RESULTAT

DÉTAILLÉS

BILAN ACTIF

	31/12/2019		31/12/2018	
	Brut	Amort. Dépréciat	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & val. similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
 Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	53 152	24 983	28 169	29 431
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations grevées de droit				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations	85		85	85
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts	5 574 530	521 125	5 053 405	4 229 758
Autres immobilisations financières	2 986		2 986	2 986
TOTAL (I)	5 630 753	546 108	5 084 645	4 262 261
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances d'exploitation (3)				
Créances usagers et comptes rattachés				
Autres créances			350 815	422 538
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités			2 008 693	1 801 840
Charges constatées d'avance (3)				2 400
TOTAL (II)			2 359 509	2 226 779
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	5 630 753	546 108	7 444 154	6 489 039
(1) dont droit au bail				
(2) dont à moins d'un an				
(3) dont à plus d'un an				
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisé par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

BILAN PASSIF

Créateur et accélérateur de performances

	31/12/2019	31/12/2018
	Net	Net
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	6 069 041	5 447 927
<i>Dont legs et donations, subv. d'invest. affectés à des biens renouvelables</i>		
Ecart de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	69 943	65 259
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	-31 056	-45 194
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise	1 233 859	933 859
Résultats sous contrôle des tiers financeurs		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL (I)	7 341 787	6 401 852
Comptes de liaison (II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
TOTAL (IV)		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	64 676	46 013
Dettes fiscales et sociales	37 691	41 174
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL (V)	102 367	87 187
Ecart de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I à VI)	7 444 155	6 489 039
(1) Dont à moins d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		
(1) Dont à plus d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) dont emprunts participatifs		
ENGAGEMENTS DONNES		

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2019	31/12/2018
	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services		
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	285 500	285 200
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Collectes		
Cotisations		
Autres produits	53 549	27 116
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1) (I)	339 049	312 316
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	7 017	7 185
Variation de stocks (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)		
Autres achats et charges externes (2)	145 789	109 506
Impôts, taxes et versements assimilés	2 415	3 080
Salaires et traitements	128 653	121 528
Charges sociales	56 411	58 601
Autres charges de personnel		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	6 862	5 817
Dotations aux dépréciations sur immobilisations		
Dotations aux dépréciations sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges	174	1 916
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (3) (II)	347 322	307 632
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-8 273	4 684
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Excédent attribué ou déficit transféré (III)		
Déficit supporté ou excédent transféré (IV)		
PRODUITS FINANCIERS		
De participations (4)		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4)		
Autres intérêts et produits assimilés (4)	11 688	39 418
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	104 310	101 218
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	115 997	140 637
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	107 476	108 642
Intérêts et charges assimilées (5)	31 304	81 872
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)	138 781	190 514
2 - RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-22 783	-49 877
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)	-31 056	-45 193

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2019	31/12/2018
	Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		
Impôts sur les bénéfices (IX)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	455 046	452 953
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX)	486 103	498 147
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE	-31 056	-45 193
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	-31 056	-45 193
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) dont redevances sur crédit-bail mobilier		
dont redevances sur crédit-bail immobilier		
(3) dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(4) dont produits concernant des entreprises liées		
(5) dont intérêts concernant des entreprises liées		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits		
Bénévolat	159 475	144 326
Prestations en nature	262 664	253 504
Dons en nature		
TOTAL	422 139	397 830
Charges		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations	262 664	253 504
Personnel bénévole	159 475	144 326
TOTAL	422 139	397 830

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS



Annexe aux comptes annuels clos le 31 décembre 2019

PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'Association Initiative Anjou sont établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Général 1999 et aux règlements du Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables sont appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation ;
- indépendance des exercices ;
- la permanence des méthodes.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Néant

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Il a été fait application des dispositions particulières résultant du règlement n°99-01 du Comité de la Réglementation Comptable du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, ainsi qu'au référentiel de normes Initiative France.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et les amortissements correspondants sont calculés sur la durée de vie estimée des biens selon le mode linéaire :

- | | |
|--|-------------|
| • Logiciels | 3 ans |
| • Matériel informatique | 3 ans |
| • Matériel et mobilier de bureau | 5 et 10 ans |
| • Installations téléphonique et informatique | 5 et 8 ans |
| • Agencements | 8 ans |

SAS Altonéo Audit
Commissaire aux Comptes

Immobilisations Financières

Les immobilisations financières d'un montant de 5 574 530.21 € représentent la valeur de 1 001 prêts en cours de remboursement. Ceux-ci se répartissent de la façon suivante :

Pour le dispositif PME Création et Reprise

- 149 prêts en cours pour 1 467 034.35 €
- 40 prêts ont été versés sur l'exercice 2019 pour un montant de 689 000 € (dont 5 prêts pour 115 000 € ont été accordés en 2018)
- 63 prêts ont été accordés sur l'exercice 2019 pour un montant de 773 000 € (dont 28 prêts pour 199 000 € restent à verser)
- aucun prêt accordé sur l'année 2018 n'a été annulé en 2019
- le montant total des remboursements sur l'exercice 2019 est de 436 538.12 €

Pour le dispositif TPE Création, Reprise et Croissance

- 811 prêts en cours pour 3 187 827.28 €
- 245 prêts ont été versés sur l'exercice 2019 pour un montant de 1 559 500 € (dont 40 prêts pour 273 000 € ont été accordés en 2018)
- 259 prêts ont été accordés sur l'exercice 2019 pour un montant de 1 608 499.99 € (dont 54 prêts pour 321 999.99 € restent à verser)
- 14 prêts accordés sur l'année 2018 ont été annulés en 2019 pour 90 500 €
- le montant total des remboursements sur l'exercice 2019 est de 1 106 309.19 €

Pour le dispositif PME Développement

- 41 avances remboursables en cours pour 919 668.57 €
- 12 avances remboursables ont été versées sur l'exercice 2019 pour un montant de 405 000 € (dont 4 avances pour 150 000 € ont été accordés en 2017 et 2018)
- 12 avances remboursables ont été accordées sur l'exercice 2019 pour un montant de 415 000 € (dont 4 avances pour 160 000 € restent à verser)
- le montant total des remboursements sur l'exercice 2019 est de 283 839.29 €

Globalement, les prêts accordés en 2019 restant à verser et non comptabilisés représentent un engagement de 680 999.99 €.

Evaluation du temps de Bénévolat et de Mise à disposition

L'évaluation du temps non rémunéré dont a bénéficié l'Association Initiative Anjou est de 422 139 € et se décompose ainsi :

1/ le temps accordé par les parrains, les entreprises et les membres des comités d'agrément est valorisé à, respectivement, 37 075 € et 122 400 €. Le coût horaire du temps passé par ces bénévoles a été évalué à 50 € de l'heure afin de se conformer au taux appliqué par le réseau Initiative France.

2/ le temps passé par le personnel des EPCI sur le dispositif TPE est valorisé à 262 664 €. Cette estimation est évaluée sur la base des informations communiquées par les territoires et le coût horaire du temps passé à 50 € de l'heure afin de se conformer au taux appliqué par le réseau Initiative France.

SAS Altonéo Audit
Commissaire aux Comptes

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

1 - ACTIF DU BILAN

1.1 - Immobilisations corporelles et amortissements

Immobilisations corporelles	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Agencements	24 881.74 €	827.51 €		25 709.25 €
Matériel informatique	19 040.63 €	4 773.00 €		23 813.63 €
Matériel de bureau	3 629.50 €			3 629.50 €
TOTAL	47 551.87 €	5 600.51 €	0.00 €	53 152.38 €

Amortissements des immobilisations corporelles	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Agencements	2 362.00 €	3 393.00 €		5 755.00 €
Matériel informatique	12 129.24 €	3 469.00 €		15 598.24 €
Matériel de bureau	3 629.50 €			3 629.50 €
TOTAL	18 120.74 €	6 862.00 €	0.00 €	24 982.74 €

1.2 - Actions et Titres

Actions et titres	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Actions BPGO	85.00 €	0.00 €	0.00 €	85.00 €

1.3 – Dépôts et Cautionnements

Dépôts et cautionnements	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
ALDEV	2 986.36 €	0.00 €	0.00 €	2 986.36 €

1.4 - Immobilisations financières et provisions

Immobilisations Financières	Montant en début d'exercice	Prêts versés sur l'exercice	Remboursements de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Prêts en-cours PME Création et reprise	1 214 572.47 €	689 000.00 €	436 538.12 €	1 467 034.35 €
Prêts en-cours dispositif TPE Création, reprise et croissance	2 734 636.42 €	1 559 500.00 €	1 106 309.19 €	3 187 827.23 €
Prêts en-cours dispositif PME Développement	798 507.86 €	405 000.00 €	283 839.29 €	919 668.57 €
TOTAL	4 747 716.75 €	2 653 500.00 €	1 826 686.54 €	5 574 530.21 €

Provisions pour dépréciation des immobilisations financières	Montant en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provision dispositif PME Création et reprise	172 637.98 €	23 222.84 €	19 773.48 €	176 087.34 €
Provision dispositif TPE Création, reprise et croissance	294 311.54 €	78 195.42 €	84 536.23 €	287 970.73 €
Provision dispositif PME Développement	51 008.83 €	6 058.04 €	0.00 €	57 066.87 €
TOTAL	517 958.35 €	107 476.30 €	104 309.71 €	521 124.94 €

Les immobilisations financières sont principalement constituées de prêts d'honneur et d'avances remboursables versés par l'association aux tiers bénéficiaires.

1.5 - Dotations aux Amortissements et Provisions

1.5.1 - Les amortissements

La dotation aux amortissements de l'exercice est comptabilisée selon la méthode des amortissements linéaires.

1.5.2 - Les provisions

Cf. § 1.3

SAS Altonéo Audit
Commissaire aux Comptes

1.6 - Fonds et Produits à recevoir, Charges constatées d'avance

Fonds à recevoir : 300 000 €

- le solde des subventions de la Région pour les fonds de prêt Création/Reprise et Développement pour 220 000 €,
- les subventions des EPCI CAC et VHA pour 80 000 €,

Produits à recevoir : 50 815 12 €

- la Région des Pays de Loire : 20 000 € pour le fonctionnement correspondant au solde 2019.
- trois subventions d'Epci : 20 100 € pour le fonctionnement au titre de l'année 2019.
- les intérêts du 4ème trimestre des placements PRIMOVIE : 7 415.12 €
- le defraiment lié à IPDL pour 300 €,

Charges constatées d'avances

- Néant

1.6 – Placements Financiers

CAT

Les comptes à terme ont permis la comptabilisation de 4 747.84 € d'intérêts à recevoir pour l'année 2019.

Pour information, les produits financiers générés par les placements du fonds de prêts et s'élevant à 34 807.86 € sont affectés au fonctionnement.

2 - PASSIF DU BILAN

2.1 - Fonds Associatif

Fonds Associatif	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Fonds Initiative Anjou	128 200.00 €	418 000.00 €	9 000.00 €	537 200.00 €
Dispositif PME Création et reprise	1 482 820.94 €	1 991.52 €	3 537.25 €	1 481 275.21 €
Dispositif TPE Création, reprise et croissance	3 638 516.58 €	384 924.77 €	21 823.86 €	4 001 617.49 €
Dispositif PME Développement	1 132 248.92 €	180 000.00 €	29 441.08 €	1 282 807.84 €
TOTAL	6 381 786.44 €	984 916.29 €	63 802.19 €	7 302 900.54 €

2.1.1 - Fonds Associatif Sans Droit de Reprise

Fonds Associatif Sans Droit de Reprise Fonds Initiative Anjou	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
- Cabinets d'expertise comptable	62 000.00 €	18 000.00 €	9 000.00 €	62 000.00 €
- Entreprises	51 000.00 €	0.00 €	0.00 €	51 000.00 €
- Cabinet d'avocats	15 200.00 €	0.00 €	0.00 €	15 200.00 €
- Conseil Régional 2019		200 000.00 €		200 000.00 €
TOTAL	128 200.00 €	218 000.00 €	9 000.00 €	337 200.00 €

Fonds Associatif Sans Droit de Reprise Dispositif PME Création et reprise	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
- Fondateurs	39 374.34 €	0.00 €	0.00 €	39 374.34 €
- Conseil Régional des Pays de Loire	22 867.35 €	0.00 €	0.00 €	22 867.35 €
- Conseil Régional – 2006/2008	105 682.00 €	0.00 €	0.00 €	105 682.00 €
- Conseil Régional – 2009/2010	61 353.00 €	0.00 €	0.00 €	61 353.00 €
- Conseil Régional – 2012/2014	26 010.11 €	0.00 €	0.00 €	26 010.11 €
- Conseil Régional – 2018	105 000.00 €	1 991.52 €	0.00 €	106 991.52 €
- Conseil Général	507 347.05 €	0.00 €	0.00 €	507 347.05 €
- Caisse des Dépôts et Consignations	137 203.96 €	0.00 €	0.00 €	137 203.96 €
- Etablissements bancaires	148 850.26 €	0.00 €	0.00 €	148 850.26 €
- Entreprises privées	15 372.98 €	0.00 €	0.00 €	15 372.98 €
- Feder	78 511.25 €	0.00 €	0.00 €	78 511.25 €
TOTAL	1 247 572.30 €	1 991.52 €	0.00 €	1 249 563.82 €

SAS Altonéo Audit
Commissaire aux Comptes

Fonds Associatif Sans Droit de Reprise Dispositif TPE Création, reprise et croissance	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
- Fonds Privés	16 000.00 €	0.00 €	0.00 €	16 000.00 €
- Etablissements Bancaires	72 950.00 €	0.00 €	0.00 €	72 950.00 €
- Mauges Communauté	400 733,18 €	51 058,91 €	0,00 €	451 792,09 €
- CC Loire Layon Aubance	203 527,70 €	30 796,55 €	0,00 €	234 324,25 €
- CC Baugeois Vallée	203 978,93 €	42 457,67 €	0,00 €	246 436,60 €
- CA Saumur Val de Loire	308 844,89 €	60 000,00 €	4 909,72 €	363 935,17 €
- CC Anjou Bleu Communauté	80 594,92 €	30 000,00 €	1 633,46 €	108 961,46 €
- CC Anjou Loir et Sarthe	56 302,94 €	611,64 €	0,00 €	56 914,58 €
- CC Vallées du Haut-Anjou	135 309,75 €	30 000,00 €	469,42 €	164 840,33 €
- CA. du Choletais	331 266,17 €	50 000,00 €	7 007,90 €	374 258,27 €
- Pays Loire Angers – ALM	409 204,13 €	90 000,00 €	7 803,36 €	491 400,77 €
- Conseil Régional – 2006/2008	150 797.00 €	0.00 €	0.00 €	150 797.00 €
- Conseil Régional – 2009/2010	352 308.00 €	0.00 €	0.00 €	352 308.00 €
- Conseil Régional – 2012/2014	143 239.73 €	0.00 €	0.00 €	143 239.73 €
- Conseil Régional – développement	86 500.00 €	0.00 €	0.00 €	86 500.00 €
- Conseil Régional – croissance	85 000.00 €	0.00 €	0.00 €	85 000.00 €
- Conseil Général	240 000.00 €	0.00 €	0.00 €	240 000.00 €
TOTAL	3 276 557.34 €	384 924.77 €	21 823.86 €	3 639 658.25 €

Fonds Associatif Sans Droit de Reprise Dispositif PME Développement	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
- Etablissements Bancaires	450 000.00 €	0.00 €	0.00 €	450 000.00 €
- Entreprises	259 000.00 €	0.00 €	0.00 €	259 000.00 €
- Conseil Régional – 2018	75 000.00 €	80 000.00 €	0.00 €	155 000.00 €
TOTAL	784 000.00 €	80 000.00 €	0.00 €	864 000.00 €

Provision du Risque	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dispositif PME Création et reprise	38 348.64 €	0.00 €	3 537,25 €	34 811.39 €
Dispositif PME Développement	(26 751.08 €)	0.00 €	29 441,08 €	(56 192.16 €)
TOTAL	11 597.56 €	0.00 €	32 978.330.00 €	(21 380.77 €)

SAS Altonéo Audit
Commissaire aux Comptes

FONDS SANS DROIT DE REPRISE TOTAL	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Fonds Initiative Anjou	104 700.00 €	218 000.00 €	9 0000.00 €	104 700.00 €
Dispositif PME Création et reprise	1 247 572.30 €	1 991.52 €	0.00 €	1 247 572.30 €
Dispositif TPE Création, reprise et croissance	3 276 557.34 €	384 924.77 €	21 823.86 €	3 276 557.34 €
Dispositif PME Développement	784 000.00 €	80 000.00 €	0.00 €	784 000.00 €
Provision du Risque	11 597.56 €	0.00€	32 978.33 €	11 597.56 €
TOTAL SANS DROIT DE REPRISE	5 447 927,20 €	684 916.29 €	63 802.19 €	5 447 927,20 €

2.1.2 - Fonds Associatif Avec Droit de Reprise

Fonds Associatif Avec Droit de Reprise Fonds Initiative Anjou	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
- BPI	0.00 €	200 000.00 €	0.00 €	200 000.00 €
TOTAL	0.00 €	200 000.00 €	0.00 €	200 000.00 €

Fonds Associatif Avec Droit de Reprise Dispositif PME Création et reprise	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
- Caisse des Dépôts et Consignations	165 000.00 €	0.00 €	0.00 €	165 000.00 €
- Chambre de Commerce	20 000.00 €	0.00 €	0.00 €	20 000.00 €
- Etablissements bancaires	11 900.00 €	0.00 €	0.00 €	11 900.00 €
TOTAL	196 900.00 €	0.00 €	0.00 €	196 900.00 €

Fonds Associatif Avec Droit de Reprise Dispositif TPE Création, reprise et croissance	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
- Caisse des Dépôts et Consignations	261 959.24 €	0.00 €	0.00 €	261 959.24 €
- Etablissements Bancaires	100 000.00 €	0.00 €	0.00 €	100 000.00 €
TOTAL	361 959.24 €	0.00 €	0.00 €	361 959.24 €

Fonds Associatif Avec Droit de Reprise Dispositif PME Développement	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
- Caisse des Dépôts et Consignations	375 000.00 €	0.00 €	0.00 €	375 000.00 €
- BPI		100 000.00	0.00 €	100 000.00 €
TOTAL	375 000.00 €	100 000.00 €	0.00 €	475 000.00 €

FONDS AVEC DROIT DE REPRISE TOTAL	Montant en début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Fonds Initiative Anjou	0.00 €	200 000.00 €	0.00 €	200 000.00 €
Dispositif PME Création et reprise	196 900.00 €	0.00 €	0.00 €	196 900.00 €
Dispositif TPE Création, reprise et croissance	361 959.24 €	0.00 €	0.00 €	361 959.24 €
Dispositif PME Développement	375 000.00 €	100 000.00 €	0.00 €	475 000.00 €
TOTAL AVEC DROIT DE REPRISE	933 859.24 €	300 000.00 €	0.00 €	1 233 859.24 €

2.2 - Affectation du résultat de l'exercice précédent

Le résultat déficitaire de l'exercice 2018 de 45 193.50 € a été affecté de la façon suivante :

- le résultat excédentaire de fonctionnement de 4 683.92 € en report à nouveau créateur qui s'élève au 31 décembre 2019 à 69 943.03 €,
- pour le dispositif PME création et reprise, le résultat déficitaire lié à la gestion du risque est de 3 537.25 €, la provision du risque s'élève au 31 décembre 2019 à 34 811.39 €.
- pour le dispositif TPE création, reprise et croissance, le résultat déficitaire lié à la gestion du risque de 16 899.09 €, selon le protocole de gestion approuvé par les membres de l'assemblée générale du 17 juin 2014, vient en diminution ou en augmentation :
 - du compte de fonds attribué à Mauges Communauté pour 1 058.91 € ;
 - du compte de fonds attribué à CC Loire Layon Aubance pour 796.55 € ;
 - du compte de fonds attribué à CC Baugéois Vallée pour 2 457.67 € ;
 - du compte de fonds attribué à CA Saumur Val de Loire pour - 4 909.72 € ;
 - du compte de fonds attribué à CC Anjou Bleu Communauté pour - 1 633.46 € ;
 - du compte de fonds attribué à CC Anjou Loir et Sarthe pour 611.64 € ;
 - du compte de fonds attribué à CC Vallées du Haut-Anjou pour - 469.42 € ;
 - du compte de fonds attribué à CA du Choletais pour - 7 007.90 € ;
 - du compte de fonds attribué à CU ALM pour - 7 803.36 € ;
- pour le dispositif PME développement, le résultat déficitaire lié à la gestion du risque de 29 441.08 € est porté en provision du risque qui s'élève au 31 décembre 2019 à -56 192.16 €.

2.3 - Comptes de Charges à Payer

Dettes fournisseurs : 55 323.95 € ;
Factures non parvenues : 9 352.00 € ;
Dettes fiscales et sociales : 37 691.47 €.

2.4 - Produits à reverser

Néant

3 – COMPTE DE RESULTAT

Résultat de l'exercice 2019

Le compte de résultat d'Initiative Anjou fait apparaître un résultat net comptable déficitaire de 31 056.34 € sur l'année 2019 correspondant à :

- un résultat déficitaire de fonctionnement de 8 273.17 € ;
- un résultat déficitaire de la gestion du risque de 22 783.17 € détaillé ainsi :
 - pour le dispositif PME création et reprise, un résultat négatif de 6 524.84 € ;
 - pour le dispositif TPE, le résultat négatif de 14 055.00 € ;
 - pour le dispositif PME développement, le résultat négatif de 2 203.33 €.

4 - AUTRES INFORMATIONS

Mars 2020, la France connaît une situation exceptionnelle : le virus du Covid-19.
Le gouvernement demande à la population française d'appliquer dans la mesure du possible le confinement.

Initiative Anjou prend la décision de :

- fermer ses bureaux au public,
- mettre ses salariés en situation de télétravail
- de reporter les prélèvements de remboursements pour les mois d'avril, mai et juin 2020 pour les bénéficiaires qui le souhaitent.

Il est à prévoir pour 2020 une perte latente sur les placements PRIMONIAL et MMA liée à la baisse des cours de bourse.

Initiative
anjou

ANNEXE 3 annexée à la convention annexée à la décision du Bureau 2020-063 DB
du 24 septembre 2020, le Président de la CA Saumur Val de Loire, Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

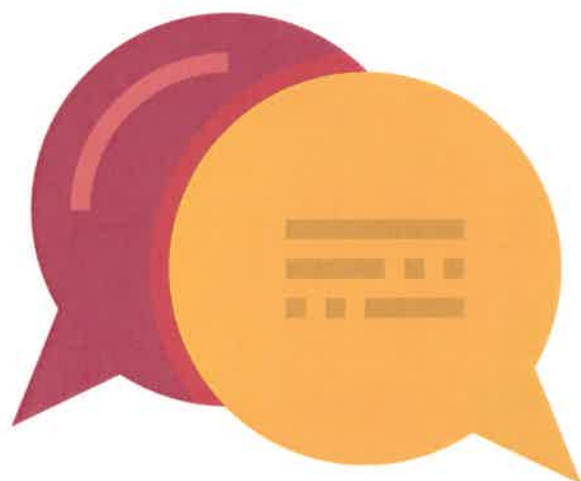


RAPPORT D'ACTIVITÉ DÉPARTEMENTAL

**FOCUS 2019
& ACTIVITÉ DEPUIS 1989**



Initiative
france
Un réseau. Un esprit.



FOCUS 2019

**Département de
Maine-et-Loire**

CHIFFRES CLÉS 2019

267
entreprises
financées



53%

de création



40%

de reprise



7%

de croissance

Le financement des entreprises en 2019



3 332 499 €
de prêts d'honneur engagés



35 759 836 €
de prêts bancaires associés

86% Taux de
pérennité à 3 ans
des entreprises
soutenues

10,7 Effet levier
bancaire des prêts
d'honneur

336
nouveaux
entrepreneurs
accompagnés
et financés

30%

de demandeurs
d'emploi

30%

de
femmes

21%

de jeunes
(- de 30 ans)

19%

de seniors
(+ de 45 ans)



L'accompagnement des entrepreneurs



40 entreprises parrainées



206 bénévoles
(dont 38 parrains et marraines)

240 parrainages en cours

Focus 2019

Maine-et-Loire



Les Comités d'Agrément : 81 en 2019

PME

PME Création/Reprise

12

PME Développement

6

Initiative anjou



Angers

11

Mauges

11

Saumurois

12

Anjou Loir & Sarthe - Baugeois Vallée

6

Choletais

8

Anjou Bleu - Vallées du Haut-Anjou

10

Layon

5

aldev

MAUGES COMMUNAUTE

SAUMUR VAL DE LOIRE AGGLOMERATION

ANJOU LOIR & SARTHE Baugeois Vallée

Le Choletais

ANJOU BLEU COMMUNAUTE Vallées du Haut-Anjou

LOIRE



L'essentiel de 2019



336

CHEFS D'ENTREPRISE SOUTENUS



267

ENTREPRISES FINANCÉES



3,3 M€

DE PRÊTS OU AVANCES ACCORDÉS



1 130

EMPLOIS GÉNÉRÉS

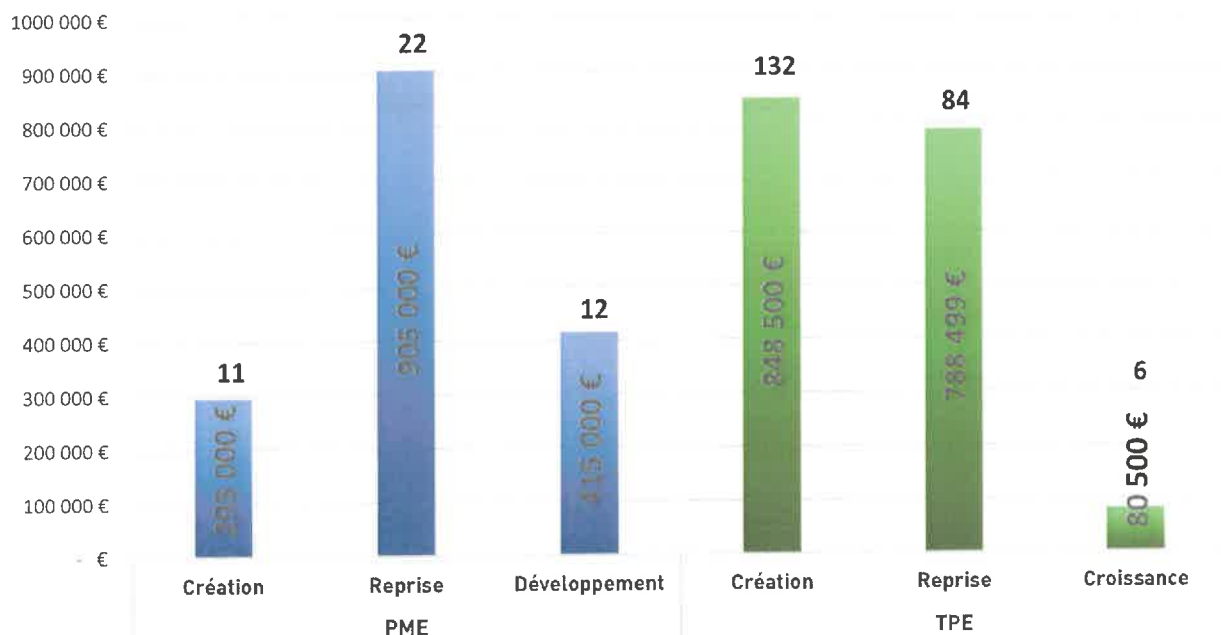


200

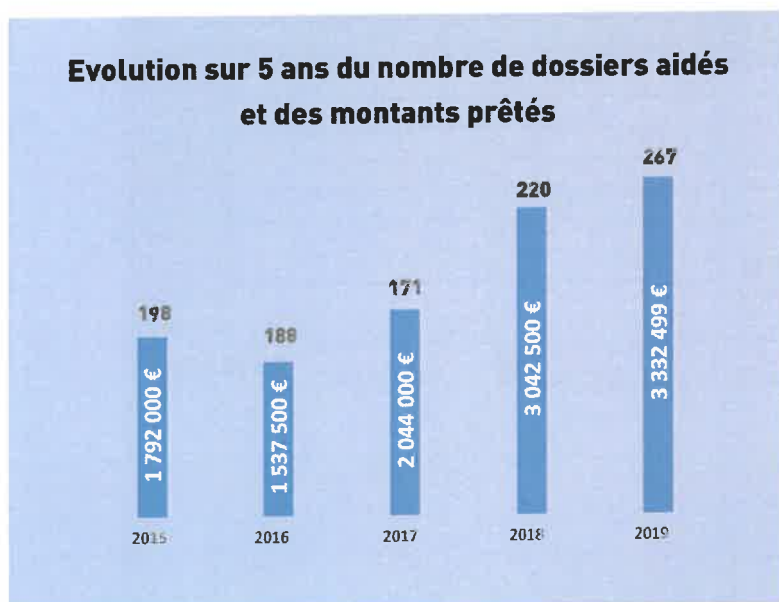
BÉNÉVOLES



Nombre de dossiers et montant des prêts accordés par type de projet



		Nombre de dossiers	Montant des prêts accordés
PME	Création	11	295 000 €
	Reprise	22	905 000 €
	Développement	12	415 000 €
	Total PME	45	1 615 000 €
TPE	Création	132	848 500 €
	Reprise	84	788 499 €
	Croissance	6	80 500 €
	Total TPE	222	1 717 499 €
Total		267	3 332 499 €

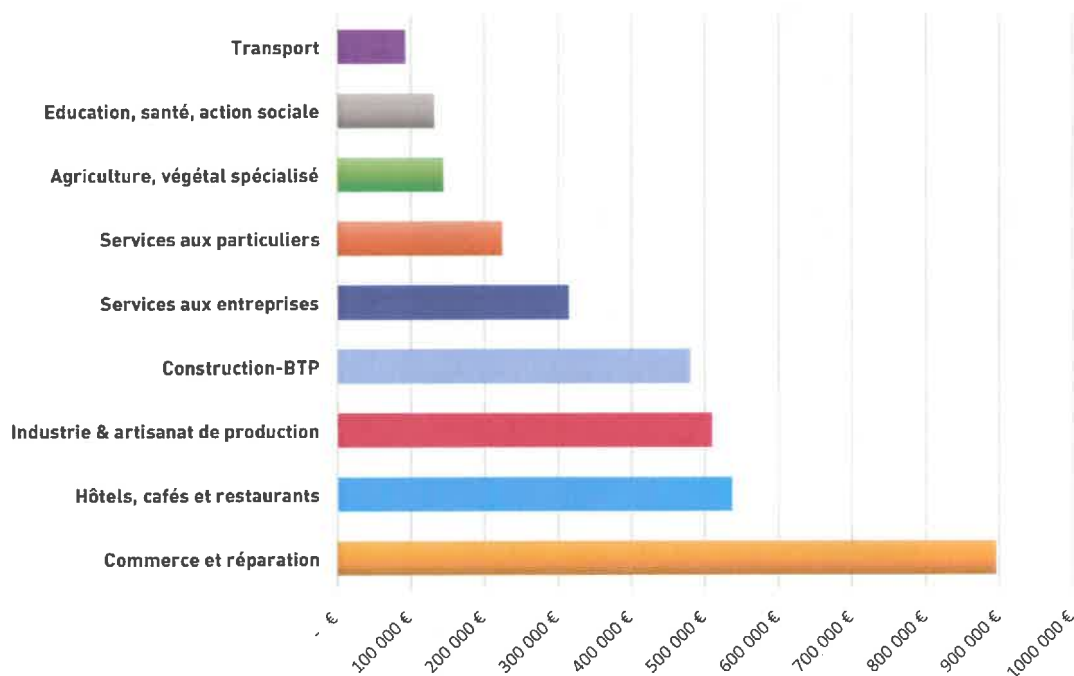


Focus 2019

Maine-et-Loire



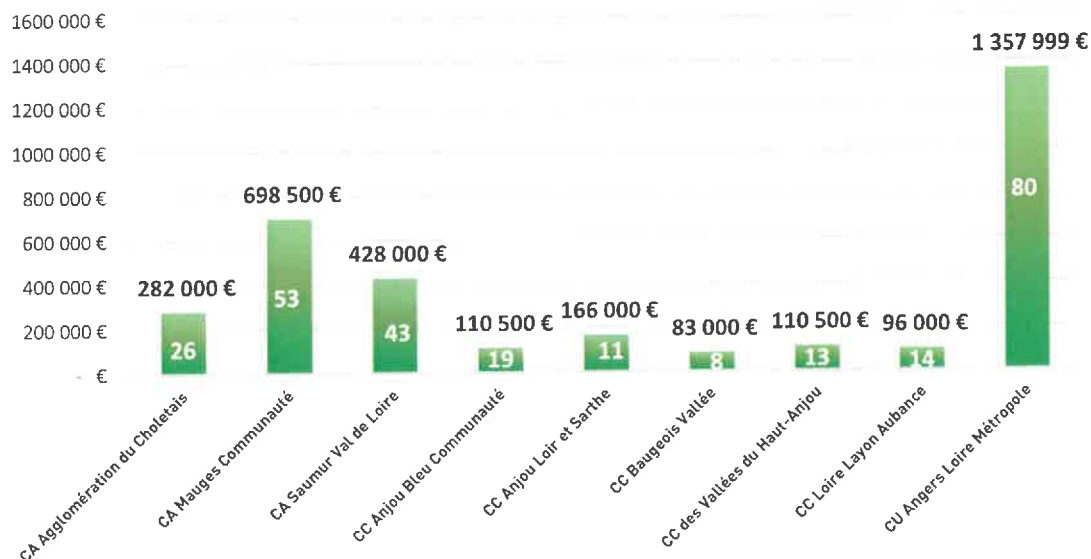
Répartition par secteur d'activité en montant des prêts accordés



Secteur d'activité	Nombre de dossiers	Montant des prêts accordés
Commerce et réparation	92	896 000 €
Hôtels, cafés et restaurants	47	537 499 €
Industrie	15	510 000 €
Construction-BTP	40	480 500 €
Services aux entreprises	18	315 000 €
Services aux particuliers	30	224 500 €
Agriculture, sylviculture, pêche	9	144 500 €
Education, santé, action sociale	7	131 500 €
Transports	9	93 000 €
Total	267	3 332 499 €

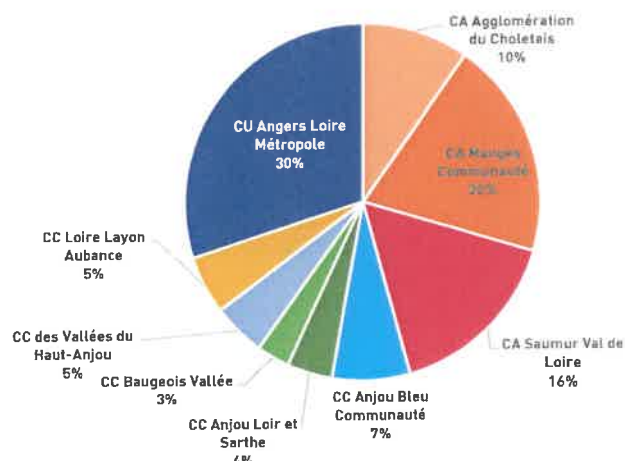


Nombre de dossiers et montant des prêts accordés par territoire



Répartition en nombre de dossiers

Territoire	Montant des prêts accordés	Nombre de dossiers
CA Agglomération du Choletais	282 000 €	26
CA Mauges Communauté	698 500 €	53
CA Saumur Val de Loire	428 000 €	43
CC Anjou Bleu Communauté	110 500 €	19
CC Anjou Loir et Sarthe	166 000 €	11
CC Baugeois Vallée	83 000 €	8
CC des Vallées du Haut-Anjou	110 500 €	13
CC Loire Layon Aubance	96 000 €	14
CU Angers Loire Métropole	1 357 999 €	80
Total	3 332 499 €	267



Focus 2019

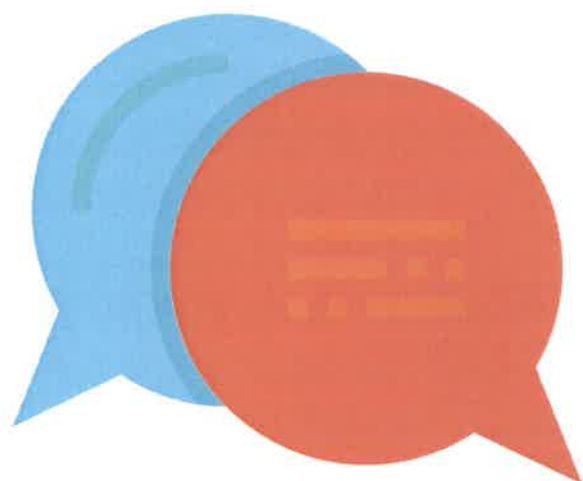
Maine-et-Loire



Nombre de dossiers et montant des prêts accordés par communes

Communes	Nombre de dossiers	Montant des prêts accordés
Allonnes	3	31 000 €
Angers	40	804 500 €
Avrillé	3	40 000 €
Baugé-en-Anjou	6	68 000 €
Beaucouzé	3	47 000 €
Beaufort-en-Anjou	1	5 000 €
Beaulieu-sur-Layon	2	13 000 €
Beaupréau-en-Mauges	14	154 500 €
Bellevigne-en-Layon	1	10 000 €
Bellevigne-les-Châteaux	1	20 000 €
Bouchemaine	2	20 000 €
Briollay	2	16 999 €
Brissac-Loire-Aubance	2	7 000 €
Candé	2	8 000 €
Cantenay-Épinard	1	5 000 €
Challain-la-Potherie	1	5 000 €
Chalonnes-sur-Loire	1	10 000 €
Chazé-sur-Argos	1	3 000 €
Cheffes	1	15 000 €
Chemillé-en-Anjou	8	87 000 €
Cholet	13	130 000 €
Cizay-La-Madeleine	1	2 500 €
Distré	4	70 000 €
Doué-en-Anjou	4	33 000 €
Durtal	2	45 000 €
Ecouflant	2	70 000 €
Erdre-en-Anjou	2	44 000 €
Fontevraud-l'Abbaye	1	10 000 €
Gennes-Val-de-Loire	5	30 000 €
Grez-Neuville	1	5 000 €
La Jaille-Yvon	1	5 000 €
La Plaine	1	5 000 €
La Romagne	1	40 000 €
La Tessoualle	2	25 000 €
Le Lion-d'Angers	4	37 000 €
Le Plessis-Grammoire	1	20 000 €
Les Garennes-sur-Loire	3	18 000 €
Les Hauts-d'Anjou	1	2 500 €
Les Ponts-de-Cé	3	33 000 €
Les Ulmes	1	10 000 €
Loiré	1	2 000 €
Loire-Authion	5	87 500 €
Longué-Jumelles	4	44 000 €

Longuenée-en-Anjou	1	6 500 €
Lys-Haut-Layon	5	52 000 €
Mauges-sur-Loire	11	76 000 €
Maulévrier	3	20 000 €
Montreuil-Bellay	1	7 000 €
Montreuil-Juigné	1	10 000 €
Montrevault-sur-Evre	6	128 000 €
Morannes-sur-Sarthe-Daumeray	2	12 000 €
Neuillé	1	6 000 €
Noyant-Villages	1	10 000 €
Ombree-d'Anjou	2	9 000 €
Orée-d'Anjou	3	23 000 €
Rives-du-Loir-en-Anjou	2	16 000 €
Saint-Augustin-des-Bois	1	4 000 €
Saint-Barthélemy-d'Anjou	3	70 000 €
Saint-Georges-sur-Loire	1	10 000 €
Saint-Lambert-la-Potherie	1	7 000 €
Saint-Léger-de-Linières	3	28 000 €
Saint-Martin-du-Fouilloux	1	4 000 €
Saint-Paul-du-Bois	1	10 000 €
Saint-Sigismond	1	5 000 €
Saumur	13	124 500 €
Savennières	1	7 000 €
Segré-en-Anjou-Bleu	12	83 500 €
Seiches-sur-le-Loir	2	13 000 €
Sèvremoine	11	230 000 €
Soulaines-sur-Aubance	1	7 000 €
Soulaire-et-Bourg	1	8 000 €
Souzay-Champigny	1	7 000 €
Terranjou	2	8 000 €
Tiercé	4	81 000 €
Trélazé	3	50 500 €
Tuffalun	1	6 000 €
Val-d'Erdre-Auxence	2	8 000 €
Val-du-Layon	2	20 000 €
Varennes-sur-Loire	1	7 000 €
Vernantes	1	20 000 €
Total général	267	3 332 499 €



**ACTIVITÉ
DEPUIS 1989**



L'essentiel 1989-2019

Activité Maine-et-Loire depuis 1989 (TPE + PME)



3 550

entreprises financées



30 M€

de prêts à 0 % dont 1,3 M€ de prêts
transmission-reprise issus du dispositif
Initiative Pays de la Loire



13 000

emplois générés



5 574 530 €

de prêts en cours (1 001 prêts)



7,3 M€

de fonds de prêts

1989-2019

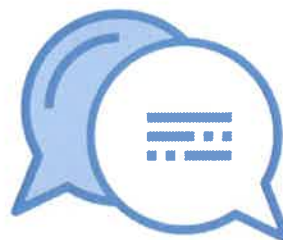
Maine-et-Loire



Nombre de dossiers et montant des prêts accordés par année



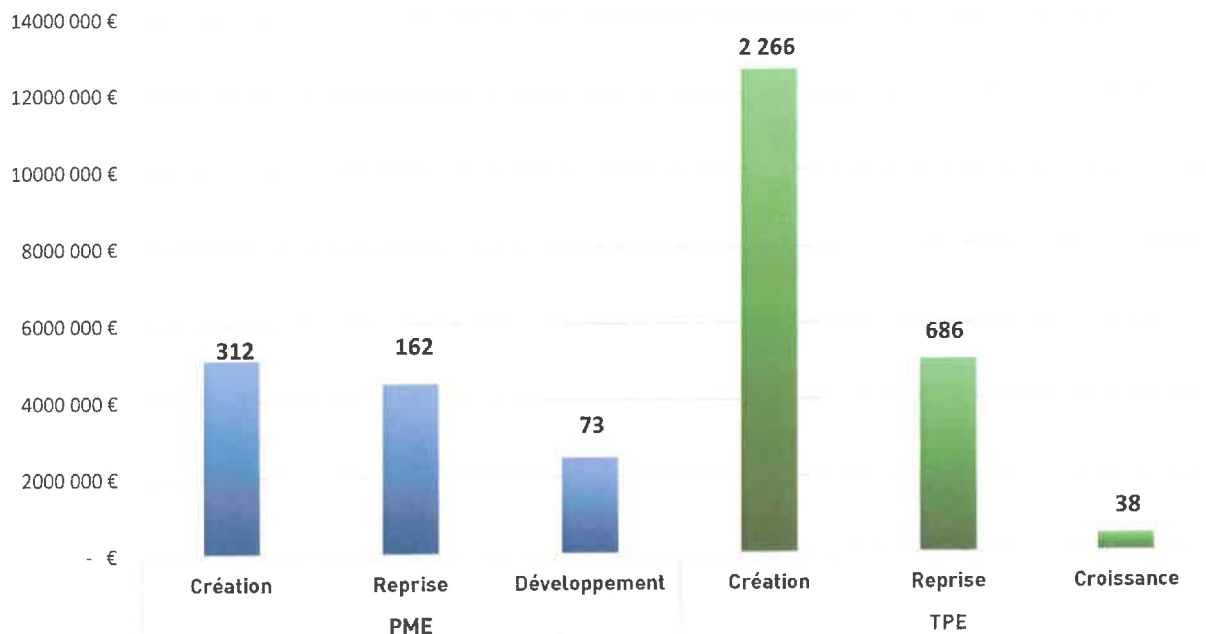
Années	Nombre de dossiers	Montant des prêts accordés	Prêt moyen par entreprise
1989	11	169 214 €	15 383 €
1990	7	114 336 €	16 334 €
1991	13	212 663 €	16 359 €
1992	12	161 022 €	13 419 €
1993	6	56 405 €	9 401 €
1994	18	137 962 €	7 665 €
1995	57	309 466 €	5 429 €
1996	72	424 115 €	5 890 €
1997	68	368 162 €	5 414 €
1998	87	531 812 €	6 113 €
1999	95	623 789 €	6 566 €
2000	101	705 837 €	6 988 €
2001	95	556 280 €	5 856 €
2002	83	537 575 €	6 477 €
2003	93	592 400 €	6 370 €
2004	112	847 400 €	7 566 €
2005	107	828 000 €	7 738 €
2006	110	787 900 €	7 163 €
2007	144	1 063 950 €	7 389 €
2008	134	1 089 600 €	8 131 €
2009	133	935 200 €	7 032 €
2010	187	1 487 800 €	7 956 €
2011	189	1 274 500 €	6 743 €
2012	170	1 316 000 €	7 741 €
2013	202	1 679 500 €	8 314 €
2014	187	1 611 500 €	8 618 €
2015	198	1 792 000 €	9 051 €
2016	188	1 537 500 €	8 178 €
2017	171	2 044 000 €	11 953 €
2018	220	3 042 500 €	13 830 €
2019	267	3 332 499 €	12 481 €
Total	3 537	30 170 888 €	8 530 €



**3 537 dossiers
soit 30,1 M€ accordés**



Nombre de dossiers et montant des prêts accordés par type de projet



		Nombre de dossiers	Montant des prêts accordés
PME	Création	312	5 067 883 €
	Reprise	162	4 461 179 €
	Développement	73	2 520 000 €
	Total PME	547	12 049 062 €
TPE	Création	2 266	12 608 329 €
	Reprise	686	5 038 997 €
	Croissance	38	474 500 €
	Total TPE	2 990	18 121 826 €

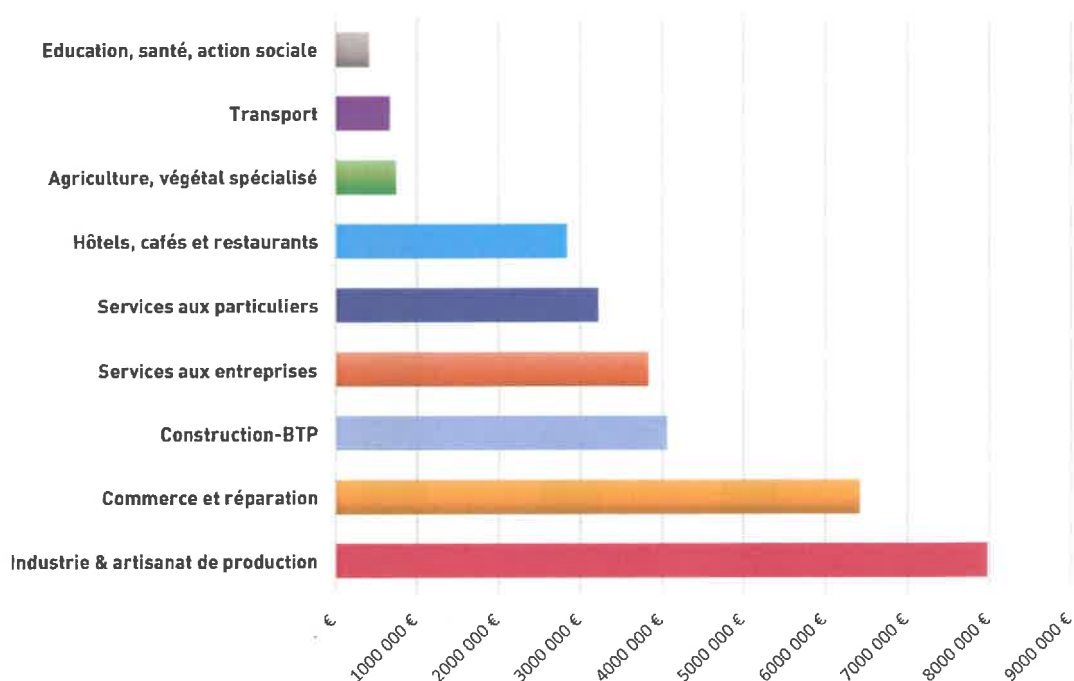
Total	3 537	30 170 888 €
--------------	--------------	---------------------

1989-2019

Maine-et-Loire



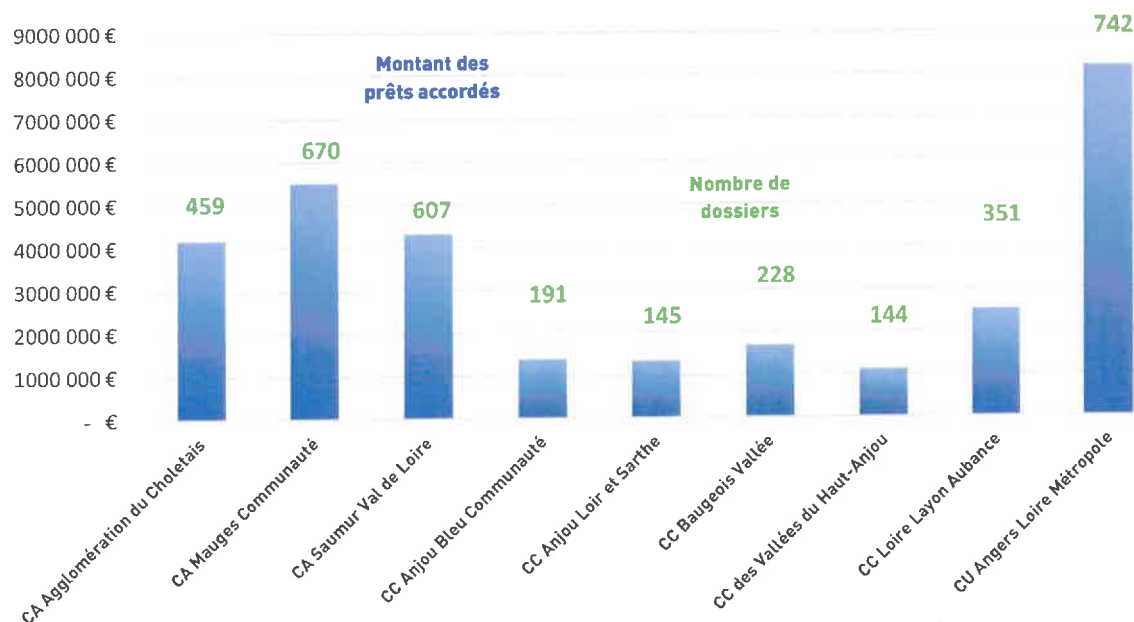
Répartition par secteur d'activité en montant des prêts accordés



Secteur d'activité	Nombre de dossiers	Montant des prêts accordés
Industrie & artisanat de production	509	7 976 653 €
Commerce et réparation	965	6 420 628 €
Construction-BTP	589	4 060 600 €
Services aux entreprises	360	3 828 638 €
Services aux particuliers	582	3 222 618 €
Hôtels, cafés et restaurants	364	2 832 340 €
Agriculture, végétal spécialisé	54	744 408 €
Transport	86	671 002 €
Education, santé, action sociale	28	414 000 €
Total	3 537	30 170 888 €

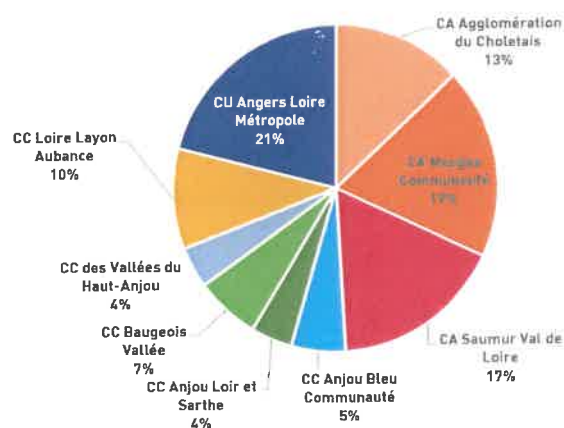


Nombre de dossiers et montant des prêts accordés par territoire



Répartition en nombre de dossiers

Territoire	Montant des prêts accordés	Nombre de dossiers
CA Agglomération du Choletais	4 180 048 €	459
CA Mauges Communauté	5 510 761 €	670
CA Saumur Val de Loire	4 318 039 €	607
CC Anjou Bleu Communauté	1 380 709 €	191
CC Anjou Loir et Sarthe	1 324 355 €	145
CC Baugeois Vallée	1 676 990 €	228
CC des Vallées du Haut-Anjou	1 113 125 €	144
CC Loire Layon Aubance	2 496 596 €	351
CU Angers Loire Métropole	8 170 266 €	742
Total	30 170 888 €	3 537



1989-2019

Maine-et-Loire



Nombre de dossiers et montant des prêts accordés par communes

Communes	Nombre de dossiers	Montant des prêts accordés
Allonnes	17	139 947 €
Angers	342	3 615 187 €
Angrie	3	30 580 €
Antoigné	2	6 861 €
Armailté	1	6 000 €
Aubigné-sur-Layon	2	11 400 €
Avrillé	28	366 097 €
Baracé	5	43 622 €
Baugé-en-Anjou	94	713 958 €
Beaucouzé	42	656 940 €
Beaufort-en-Anjou	50	367 557 €
Beaulieu-sur-Layon	16	121 320 €
Beaupréau-en-Mauges	159	1 325 866 €
Bécon-les-Granits	5	43 049 €
Bégrolles-en-Mauges	9	105 549 €
Béhuard	2	6 600 €
Bellevigne-en-Layon	64	447 522 €
Bellevigne-les-Châteaux	15	159 798 €
Blaison-Saint-Sulpice	3	21 000 €
Blou	2	10 700 €
Bouchemaine	19	185 994 €
Bouillé-Ménard	1	6 500 €
Brain-sur-Allonnes	6	23 449 €
Briollay	10	81 999 €
Brissac-Loire-Aubance	57	370 283 €
Brossay	1	7 500 €
Candé	17	165 971 €
Cantenay-Épinard	4	16 300 €
Cernusson	2	7 649 €
Challain-la-Potherie	2	8 000 €
Chalonnais-sur-Loire	61	464 319 €
Chambellay	1	4 000 €
Champtocé-sur-Loire	5	46 894 €
Chanteloup-les-Bois	2	12 622 €
Chaufonds-sur-Layon	3	10 098 €
Chazé-sur-Argos	5	25 198 €
Cheffes	3	78 000 €
Chemillé-en-Anjou	118	1 039 038 €
Chemillé-Champteussé	2	12 336 €
Cholet	176	1 765 326 €
Cizay-La-Madeleine	5	23 122 €
Coron	9	53 245 €
Corzé	12	110 972 €
Denée	7	45 700 €
Denezé-sous-Doué	2	6 049 €
Distré	34	324 785 €
Doué-en-Anjou	86	566 321 €
Durtal	31	280 717 €
Ecouflant	13	339 056 €
Euillé	1	3 100 €
Epléds	2	3 450 €
Erdre-en-Anjou	27	279 838 €

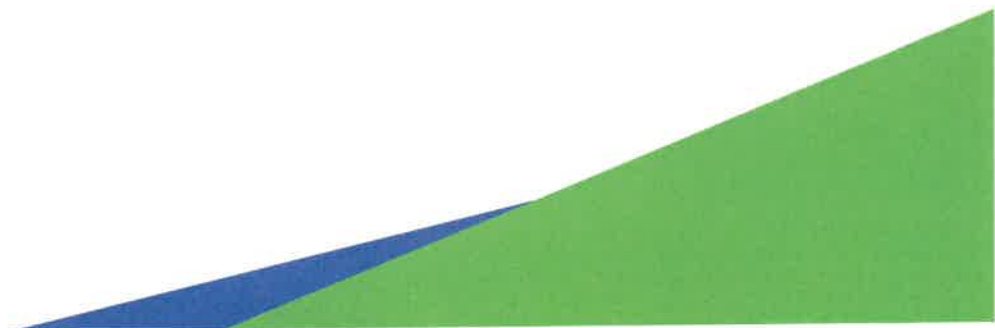
Etriché	5	33 630 €
Feneu	5	69 400 €
Fontevraud-l'Abbaye	5	23 800 €
Gennes-Val-de-Loire	66	415 077 €
Grez-Neuville	6	42 720 €
Huillé-Lézigné	4	22 920 €
Ingrandes-le-Fresne-sur-Loire	1	4 573 €
Jarzé-Villages	8	64 213 €
Juvardeil	1	7 600 €
La Breille-les-Pins	2	6 800 €
La Chapelle-Saint-Laud	2	12 173 €
La Jaille-Yvon	2	12 600 €
La Ménitré	5	31 200 €
La Pellerine	3	32 000 €
La Plaine	5	23 000 €
La Possonnière	13	96 469 €
La Romagne	14	119 536 €
La Séguinière	20	289 834 €
La Tessouaille	19	125 354 €
Le Coudray-Macouard	13	114 147 €
Le Lion-d'Angers	24	180 099 €
Le May-sur-Èvre	12	121 485 €
Le Plessis-Grammoire	4	65 245 €
Le Puy-Notre-Dame	11	51 408 €
Les Bois-d'Anjou	17	137 380 €
Les Garennes-sur-Loire	12	117 300 €
Les Hauts-d'Anjou	31	238 479 €
Les Ponts-de-Cé	26	253 220 €
Les Rairies	5	24 322 €
Les Ulmes	1	10 000 €
Les Vallons de l'Erdre (44), ex Freigné	2	9 100 €
Loiré	3	14 622 €
Loire-Authion	57	552 306 €
Longué-Jumelles	34	252 305 €
Longuenée-en-Anjou	14	102 800 €
Louresse-Rochemenier	1	4 600 €
Lys-Haut-Layon	58	460 510 €
Marcé	3	29 173 €
Mauges-sur-Loire	102	653 048 €
Maulévrier	25	212 414 €
Mazé-Milon	25	153 491 €
Mazières-en-Mauges	7	53 414 €
Miré	9	88 045 €
Montigné-les-Rairies	4	31 750 €
Montilliers	11	128 263 €
Montreuil-Bellay	35	239 357 €
Montreuil-Juigné	17	182 936 €
Montreuil-sur-Maine	2	12 200 €
Montrevault-sur-Evre	96	808 819 €
Montsoreau	5	27 649 €
Morannes-sur-Sarthe-Daumeray	9	62 867 €
Mouliherne	11	61 730 €
Mozé-sur-Louet	4	38 000 €
Mûrs-Erigné	7	41 722 €
Neuillé	10	49 669 €
Noyant-Villages	36	259 403 €

1989-2019

Maine-et-Loire

Nuaillé	17	212 589 €
Ombrée-d'Anjou	39	304 406 €
Orée-d'Anjou	68	452 459 €
Parnay	4	20 100 €
Rives-du-Loir-en-Anjou	10	90 900 €
Rochefort-sur-Loire	23	148 648 €
Rou-Marson	1	10 000 €
Saint-Augustin-des-Bois	4	23 600 €
Saint-Barthélemy-d'Anjou	24	387 611 €
Saint-Christophe-du-Bois	14	91 171 €
Saint-Clément-de-la-Place	6	34 098 €
Saint-Clément-des-Levéés	5	39 700 €
Sainte-Gemmes-sur-Loire	8	71 555 €
Saint-Georges-sur-Loire	25	138 150 €
Saint-Germain-des-Prés	5	30 549 €
Saint-Just-sur-Dive	4	16 687 €
Saint-Lambert-la-Potherie	2	15 000 €
Saint-Léger-de-Linières	15	123 974 €
Saint-Léger-sous-Cholet	11	102 183 €
Saint-Macaire-du-Bois	2	6 911 €
Saint-Martin-du-Fouilloux	6	25 836 €
Saint-Melaine-sur-Aubance	3	22 100 €
Saint-Paul-du-Bois	8	56 845 €
Saint-Philbert-du-Peuple	2	9 111 €
Saint-Sigismond	1	5 000 €
Sarrigné	3	38 800 €
Saumur	144	1 202 542 €
Savennières	11	58 903 €
Sceaux-d'Anjou	3	16 622 €
Segré-en-Anjou-Bleu	118	810 330 €
Seiches-sur-le-Loir	28	198 371 €
Sermaise	1	4 600 €
Sèvremoine	127	1 231 531 €
Somloire	5	39 098 €
Soulaines-sur-Aubance	1	7 000 €
Soulair-et-Bourg	3	18 700 €
Souzay-Champigny	5	24 711 €
Terranjou	29	269 288 €
Thorigné-d'Anjou	3	14 173 €
Tiercé	23	309 022 €
Toutlemonde	9	47 271 €
Trélazé	25	236 177 €
Trémentines	11	61 067 €
Tuffalun	7	36 818 €
Turquant	10	38 134 €
Val-d'Erdre-Auxence	23	132 763 €
Val-du-Layon	19	117 982 €
Varennes-sur-Loire	19	88 246 €
Vaudelnay	4	11 149 €
Vernantes	14	110 308 €
Vernoll-le-Fourrier	7	78 700 €
Verrières-en-Anjou	36	497 810 €
Vezins	9	64 822 €
Villebernier	5	26 400 €
Vivry	8	69 998 €
Yzernay	6	26 800 €
Total général	3 537	30 170 888 €

Notes





**122, rue du Château d'Orgemont
Immeuble Arobase 1
49000 Angers**

Tél.: 02 41 25 32 00
www.initiative-anjou.com

TPE

Prospective Saumur Val de Loire



Annexe 4 à la convention annexée à la décision du Bureau 2020-063
Du 24 septembre 2020, le Président, Maire de la Ville de Saumur

Jackie SOULET

EMPLOIS					EMPLOIS				
Activité du territoire	Cumul origine jusqu'au 31/12/2017	2018	2019	Prévisionnel 2020	Au 31/08/2020	Extrapolation 31/12/2020	Prévisionnel 2021	Prévisionnel 2022	Activité du territoire
Nombre de PH	458	24	49	54	14	28	54	54	Nombre de PH
Montant total des prêts	2 240 050 €	125 500 €	256 000 €	279 500 €	96 000 €	192 000 €	279 500 €	279 500 €	Montant total des prêts
Prêt moyen	4 891 €	5 229 €	5 224 €	5 176 €	6 857 €	6 857 €	5 176 €	5 176 €	Prêt moyen
TOTAL EMPLOIS	2 240 050 €	125 500 €	256 000 €	279 500 €	96 000 €	192 000 €	279 500 €	279 500 €	TOTAL EMPLOIS
RESSOURCES					RESSOURCES				
Fonds mis à disposition du territoire	Cumul origine jusqu'au 31/12/2017	2018	2019	Prévisionnel 2020	Au 31/08/2020	Extrapolation 31/12/2020	Prévisionnel 2021	Prévisionnel 2022	Fonds mis à disposition du territoire
Etat	0 €								Etat
Europe	0 €								Europe
Conseil Régional IA TPE	10 625 €								Conseil Régional IA TPE
Conseil Régional Territoires	32 000 €								Conseil Régional Territoires
Conseil Général	43 056 €								Conseil Général
Fonds Mutualisés	88 000 €	25 000 €	60 000 €	25 000 €		25 000 €			Fonds Mutualisés
Territoires / Interco. - Syndicats Mixtes	289 917 €	25 000 €	60 000 €	25 000 €		25 000 €			Territoires / Interco. - Syndicats Mixtes
Territoires / Gestion du Risque	-47 795 €	-6 387 €	-4 910 €		421 €	421 €			Territoires / Gestion du Risque
CDC	20 327 €								CDC
Banques	0 €								Banques
Entreprises	0 €								Entreprises
Consulaires	0 €								Consulaires
Autres (recompositions territoriales,...)	29 053 €								Autres (recompositions territoriales,...)
Total des fonds	465 182 €	43 613 €	115 090 €	50 000 €	421 €	50 421 €	- €	0 €	Total des fonds
REMBOURSEMENTS DES PRETS	1 808 814 €	152 089 €	155 094 €	170 604 €	70 536 €	119 076 €	187 664 €	187 664 €	REMBOURSEMENTS DES PRETS
DISPONIBLE AU 01/01		33 946 €	104 148 €	118 333 €	118 333 €	118 333 €	95 830 €	3 994 €	DISPONIBLE AU 01/01
TOTAL RESSOURCES	2 273 996 €	229 648 €	374 333 €	338 937 €	189 290 €	287 830 €	283 494 €	191 659 €	TOTAL RESSOURCES
SOLDE disponible au 31/12	33 946 €	104 148 €	118 333 €	59 437 €	93 290 €	95 830 €	3 994 €	-87 841 €	SOLDE disponible au 31/12

sous réserve des versements ou des remboursements

REPARTITION FONDS DE PRÊTS		31/12/2019	Fonds privés	Fonds Publics
Europe		78 511 €		78 511 €
Région des Pays de la Loire		1 495 749 €		1 495 749 €
Département de Maine-et-Loire		747 347 €		747 347 €
EPCI		2 492 864 €		2 492 864 €
Banques		783 700 €	783 700 €	
Caisse des Dépôts et Consignations		939 163 €	939 163 €	
Consulaires		20 000 €	20 000 €	
Entreprises		689 747 €	689 747 €	
Cabinets d'expertise comptable et avocats		77 200 €	77 200 €	
Autres		-21 381 €		-21 381 €
TOTAL		7 302 901 €	2 509 811 €	4 793 090 €
%			34%	66%

annexe 5 à la convention annexée à la décision du Bureau 2020-063 DB
du 24 septembre 2020

Le Président

Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET